



## SADC dévoile son plan historique pour combattre la pauvreté

par Munetsi Madakufamba

Le président de la SADC, Président Benjamin William Mkapa, a lancé le Plan Régional Indicateur pour le Développement Stratégique (PRIDS), un plan-point de repère pour guider une nouvelle SADC issue du processus rigoureux de restructuration.

Le plan pour le développement régional intégré et l'éradication de la pauvreté a été lancé à Arusha, le 12 mars au début d'une réunion du Conseil des Ministres de la SADC, mettant en marche une mission de 15 ans pour, entre autres buts, réduire de moitié d'ici 2015, le nombre de personne vivant au-dessous du seuil de pauvreté dans la SADC. Le PRIDS, qui sera réexaminé sur une base quinquennale, contient des points de repères importants dans tous les domaines clés de l'intégration régionale.

Ces buts limités dans le temps sont les phares qui mènent vers des objectifs continentaux et internationaux, en particulier le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique - Union Africaine (NEPAD) et les Objectifs de Développement pour le Millénaire - ONU (MDGs).

L'objectif primordial est d'atteindre des taux de croissance économique annuelle d'au moins sept pour-cent, nécessaire pour, d'ici 2015, réduire de moitié la proportion de personnes vivant dans l'indigence. Le plan est de construire autour d'un nombre de zones à intervention, dont l'une d'elle est la coopération régionale en garantissant la sécurité alimentaire.

En reconnaissance de l'importance critique de la sécurité alimentaire et de la nature périodique des pénuries alimentaires dans la région, Président Mkapa convoque un sommet extraordinaire de la SADC pour discuter et convenir de stratégies à court, moyen et long termes. Le sommet est prévu à

Dar es Salaam, le 15 Mai 2004. A cette fin, une réunion préparatoire des ministres de l'agriculture a récemment eu lieu pour préparer l'ordre du jour du sommet et identifier des stratégies concrètes (voir encadré page 6).

Réfléchissant sur le rôle que les tanzaniens ont joué en Afrique Australe, pour soutenir la lutte pour la libération, président Mkapa a déclaré, "Aujourd'hui nous menons une guerre différente... une guerre contre la pauvreté et la privation... il faut que le peuple entier, en Afrique Australe, soit pleinement conscient de cette lutte, y soit attaché, réalise que c'est le seul espoir pour nos enfants dans un monde de globalisation."

*suite page 6*

## L'Union Africaine crée un fond agricole

par Bonifacio Antonio

Les dirigeants africains ont décidé d'établir un Fond de Développement Agricole en tant que moyen pour éliminer la déficience alimentaire et accroître la production et productivité sur le continent.

La session extraordinaire de l'Union Africaine (UA) tenue à Sirte en Lybie, reconnaît le besoin urgent de répondre aux problèmes critiques de l'Afrique tels que la famine, la pauvreté et les maladies; en employant des approches innovatives complémentaires et compréhensives visant à optimiser la productivité des ressources massives connues de l'Afrique et les énormes possibilités pour le développement durable. La réponse prendrait en compte les variations dans le potentiel des ressources et fondations dans différentes régions du continent.

Les dirigeants africains ont chargé le président de la Commission de l'UA

"d'entreprendre une étude de faisabilité pour la mise en place rapide d'un Fond Africain de Développement Agricole" visant à promouvoir la production agricole.

Les dirigeants africains reconnaissent que pour parvenir à une auto-suffisance dans la production alimentaire et éradiquer la famine, "il est nécessaire de promouvoir la culture d'aliments stratégiques" particulièrement le blé, le riz, le maïs, la culture vivrière et autres dans les régions appropriées pour leur production.

Pour y parvenir, l'Afrique a besoin de mettre en place l'engagement des gouvernements (adopté en Juillet dernier à Maputo) d'allouer au moins 10 pour-cent de leur budgets nationaux pour transformer les plans dans le but de promouvoir, dans la réalité, la production agricole. Cet

*suite page 4*

**enforcer " l'agriculture et la sécurité alimentaire pour la réduction de la pauvreté dans la région de la SADC"**

Thème du Sommet Agricole Extra-ordinaire sur  
l'Agriculture et la sécurité alimentaire,  
15 Mai 2004 -- Dar es Salaam, Tanzanie

# SADC TODAY

Communauté pour le Développement de  
l'Afrique Australe  
Vol. 7 No. 1 Avril 2004

SADC TODAY est produit six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le compte du Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana. Son contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles du Secrétariat de la SADC ou de SARDC. Les articles de ce bulletin peuvent être reproduits en toute liberté par les médias et autres institutions accrédités par SADC TODAY.

©SADC, SARDC, 2004

### Comité de Rédaction

Chipo Muvezwa, Chengetai Madziwa,  
Chenai Mufanawejingo, Phyllis Johnson,  
Bonifacio Antonio, Clever Mafuta,  
Pamela Mhlanga, Rudo Meda

### Conseillers de Rédaction

Esther Kanaimba, Chef des Relations  
Publiques de la SADC  
Petronilla Ndebele, Responsable de  
l'Information à la SADC

### Rédacteurs

Munetsi Madakufamba  
Virginia Muwanigwa

### Concept & Mise en page/ DTP

Tonely Ngwenya

### Emission (origine)/ Impression

DS Print Media, Afrique du Sud

SADC Today est financé par le gouvernement Belge sous l'égide du projet SADC Information 21, dont le but est de renforcer l'intégration par le biais de la dissémination d'informations. Les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la région de la SADC ainsi qu'en dehors de la région, sous forme d'articles, feuilles d'informations et commentaires sont les bienvenues. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible.

Les correspondances doivent être adressées à:

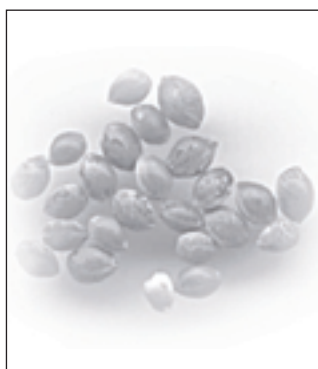
**SADC TODAY**  
**Southern African Research and**  
**Documentation Centre (SARDC)**  
**15 Downie Avenue, Belgravia,**  
**P.O. Box 5690, Harare, Zimbabwe**  
**Tel: 263.4.791141**  
**Fax: 263.4.791271**  
**Email: sadctoday@sardc.net**  
**Siteweb: <http://www.sardc.net>**



**Gestion des eaux 7**



**Petits exploitants agricoles 9**



**Biotechnologie 10**



**VIH et SIDA 12**

- Critique Politique:  
Plan Régional Indicateur  
Stratégique **3**
- Diminution des populations  
demandeuses d'assistance  
alimentaire **4**
- SADC formule des  
règlementations sur les  
semences **5**
- SADC doit créer un  
environnement propice pour  
les petits exploitants agricoles **8**
- Structures de biosécurité **11**
- Renforcement Communautaire:  
Une perspective culturelle de  
la sécurité alimentaire **13**
- Actualités Régionales:  
Bulletins d'informations **14**
- Critique littéraire &  
publications récentes **15**
- Calendrier de la SADC,  
Jours fériés & Liste de  
contrôle des devises **16**

## Abonnez vous aujourd'hui

SADC Today est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel. Pour six numéros par an, le tarif est de US\$60 en dehors du continent africain, US\$35 pour le reste de l'Afrique et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin par avion ou courrier électronique.

SADC Today est également disponible en anglais, portugais et en version électronique française.

Pour plus de détails sur les abonnements, veuillez contacter l'éditeur

## Plan Régional Indicateur pour le Développement Stratégique

Le Plan Régional Indicateur pour le Développement Stratégique (PRIDS) lancé par le président tanzanien, Benjamin Mkapa, pendant la réunion du Conseil des Ministres tenue à Arusha en mars dernier, est considéré comme la carte routière par laquelle la SADC peut accomplir ses principaux objectifs de développement pour la réduction de la pauvreté.

En accord avec les engagements pris par les états membres dans le cadre des Objectifs de Développement pour le Millénaire (ODM) et du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), le PRIDS identifie les zones prioritaires d'intervention suivantes: Un secteur commun

- ◆ Réduction de la pauvreté;
- ◆ Lutte contre la pandémie VIH et SIDA;
- ◆ Parité des sexes et développement;
- ◆ Science et technologie;
- ◆ Technologie d'information et communication;
- ◆ Environnement et développement durable;
- ◆ Secteur privé;
- ◆ Statistiques;
- Coopération sectorielle et intégration
- ◆ Commerce, libéralisation et développement économique;
- ◆ Infrastructure de soutien pour l'intégration régionale et l'éradication de la pauvreté;
- ◆ Sécurité alimentaire durable; et
- ◆ Développement humanitaire.

Le PRIDS accorde haute priorité à l'éradication de la pauvreté dans le but de promouvoir une croissance économique durable et équitable et un développement socio-économique qui garantirait la réduction de la pauvreté avec pour objectif final son éradication," explique le document de politique générale.

Le VIH et SIDA continuent d'être les plus grands défis dans le domaine de la santé de la région avec les impacts adverses correspondants sur le développement socio-économique. Le PRIDS vise à diminuer le nombre d'infections et de personnes affectées à travers des stratégies qui encouragent la réallocation des responsabilités pour la planification, la coordination, l'exécution, le contrôle et l'évaluation de la réponse de la SADC à travers tous ses secteurs.

### PRIDS et sécurité alimentaire

Le PRIDS encourage la coopération dans la sécurité alimentaire durable de façon à parvenir à l'accès ponctuel et continu aux aliments sains et adéquats par toutes les populations de la SADC. L'objectif du PRIDS est d'améliorer la disponibilité de produits alimentaires, l'accès à la nourriture et sa valeur nutritionnelle, tout en minimisant la perte de nourriture, en améliorant les prévisions météorologiques, la prévention, l'allègement et le rétablissement des effets négatifs des catastrophes naturelles et en améliorant la structure institutionnelle. Le PRIDS a formulé des stratégies pour atteindre les buts et les objectifs pour une sécurité alimentaire durable qui comprend:

- ◆ l'augmentation des récoltes et la production de bétail, la productivité et la rentabilité;
- ◆ la promotion de l'irrigation et des technologies de production agricole appropriées
- ◆ la promotion du commerce de produits agricoles alimentaires et non alimentaires;
- ◆ la promotion d'activités rurales génératrices de produits agricoles non-fermiers, le développement d'entrepreneuriat, un entreposage efficace des aliments et des technologies de conservation;
- ◆ l'amélioration de la qualité de traitement, l'emballage, l'étiquetage et la préparation des aliments;
- ◆ l'expansion et le renforcement du système d'alarme précoce; et
- ◆ le développement de Protocoles pour la Sécurité Alimentaire, l'Agriculture, et l'Environnement.

Source: document PRIDS

En ce qui concerne la parité des sexes et le développement, le PRIDS vise à faciliter l'accomplissement d'une égalité substantielle entre les hommes et les femmes à travers l'intégration des sexes dans toutes les politiques nationales et régionales, les programmes et activités ayant des objectifs spécifiques.

Dans le domaine de la science et de la technologie, la SADC vise à développer et renforcer les systèmes nationaux d'innovation de façon à fournir des solutions technologiques pour le développement socio-économique durable, l'intégration régionale et l'éradication de la pauvreté. La nécessité d'utiliser la technologie moderne de communication pour garantir une propagation efficace de l'information dans la région, est également prioritaire.

Le PRIDS propose une politique de développement vers un environnement développemental et durable qui assure l'usage équitable et durable de l'environnement et des ressources naturelles. La coopération dans la sécurité alimentaire est également une priorité majeure dans le plan régional étant donné les difficultés relatives auxquelles la région a été confrontée.

La promotion du commerce, la libéralisation et le développement économiques sont mis en avant, avec l'accent mis sur la formation d'une zone

franche d'ici 2008 selon le Protocole Commercial de la SADC. L'accès a également été mis sur le développement d'infrastructure pour assurer la disponibilité d'une infrastructure intégrée, efficace et rentable qui assisterait et soutiendrait le développement économique régional, le commerce, l'investissement et l'agriculture tout en contribuant à l'éradication de la pauvreté.

La mise en oeuvre réussie du PRIDS exige un engagement de ressources financières durables. Pour améliorer la capacité financière de la SADC, les états membres explorent la possibilité de développement de mécanismes d'auto-financement pour l'organisation. Jusqu'ici la SADC comptait surtout sur les contributions des états membres et les subventions de partenaires coopérants internationaux.

Une structure institutionnelle appropriée est également essentielle pour un fonctionnement effectif du PRIDS. "Le PRIDS envisage qu'au niveau politique le Conseil des Ministres, par le biais du Comité Intégré des Ministres (CIM) fournira une direction de politique générale et une vue d'ensemble pour l'exécution," explique le document. Au niveau opérationnel, la gestion et la coordination du PRIDS seront les principales responsabilités du Secrétariat de la SADC. □

## Diminution des populations demandeuses d'assistance alimentaire

par Munetsi Madakufamba

Il est estimé qu'en Afrique Australe plus de sept millions de personnes auront besoin de secours alimentaires pendant la saison de récolte en cours, juste un peu moins de la moitié des personnes affectées par rapport à l'année dernière.

Ce sont les révélations des dernières informations émises par le Conseil d'Administration de la SADC pour l'Alimentation, l'Agriculture et les Ressources Naturelles (AARN) lors de la réunion du Conseil des Ministres tenue en mars dans la ville d'Arusha au nord de la Tanzanie. L'AARN a remarqué que les précipitations tardives dans la plus grande partie de la région auraient pour conséquence de réduire la récolte de céréale.

"En raison du retard de la saison des pluies, la phase de plantation qui a normalement lieu pendant la période d'octobre-novembre, a été retardée dans la plupart des états membres jusqu'en janvier en particulier dans les régions du Lesotho, du Malawi, du Mozambique, du Swaziland et du Zimbabwe," explique Margaret Nyirenda, directrice de l'AARN au Secrétariat de la SADC.

Bien que la distribution des pluies ce soit améliorée de janvier à Février, il était cependant trop tard pour sauver les récoltes dans les zones frappées par la sécheresse au sud du Mozambique, du Swaziland et de l'est et le sud du Zimbabwe. "Par conséquent, on s'attend à une autre récolte médiocre pour la saison de plantation en cours," continue Nyirenda.

Elle explique que les pluies tardives ont également affecté la production non céréalière, ayant pour résultat la diminution de zone plantée dans tous les pays de l'Afrique Australe excepté 'L'Angola et la Zambie. L'Angola a énormément bénéficié de la paix depuis la fin de la guerre civile en Avril 2002. Des zones du pays auparavant inaccessibles sont désormais sous production agricole et les produits sont, autant que possible, librement et largement distribués.

L'Afrique du Sud, le plus important producteur et exportateur de grain de la région a, ces 60 dernières années, planté de maïs, sa surface plus petite. Ses zones productrices de maïs, les plus importantes, de l'Etat Libre du Limpopo, du Nord Ouest et de Mpumalanga ont été affectées par la sécheresse. Bien qu'il soit prévu que le pays produise un surplus général de maïs, il est peu probable qu'il exporte vers les pays souffrant d'une pénurie du grain de base.

La situation, très mauvaise au Lesotho et au Swaziland a incité les deux gouvernements à se déclarer séparément, catastrophes nationales et faire appel à l'aide d'urgence. En Namibie, dans la République Unie de Tanzanie et au Zimbabwe, des produits de consommation inadéquats tels que graines et engrais ont aggravé la situation.

Richard Masundire, économiste agricole au Secrétariat de la SADC explique, que la situation actuelle peut être légèrement différente puisque plusieurs pays sont encore occupés à élaborer leurs prévisions de récolte. Il a informé que, seule l'Afrique du Sud avait, jusqu'à présent annoncé ses prévisions de production de récolte pour la saison 2003/04 ce qui laissait supposer que la récolte serait moins importante que l'année dernière.

Masundire explique que des pays tels que l'Angola et la RDC producteurs de cassave, étaient mieux placés pour augmenter leur production de céréale. La cassave exige moins de pluie que la plupart des céréales. Les pays de la SADC sont encouragés à cultiver une plus grande variété de récoltes en tant que police d'assurance contre le mauvais temps.

De plus, la région emploie des stratégies de moyen à long-terme qui garantissent la sécurité alimentaire et des moyens

d'existence durables. Par exemple, un nouveau programme sur le développement de l'irrigation et la gestion de l'eau qui vise à réduire la dépendance sur la production agricole nécessitant une pluviométrie substantielle, est à l'étude. Le programme est financé par la Banque Africaine de Développement.

Le Secrétariat de la SADC est également en train d'explorer la possibilité de créer une "institution pour la réserve alimentaire" avec le soutien des états membres et de la Banque Mondiale. Cette institution accumulerait une réserve de grain sur laquelle les états membres pourraient compter, ainsi qu'un fond pouvant soutenir d'autres exigences non-alimentaires durant les périodes de besoin.

Le prochain Sommet Extraordinaire de la SADC sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire aura lieu dans la capitale tanzanienne de Dar es Salaam le 15 mai, et prévoit de prendre des décisions importantes qui soutiennent l'agriculture durable et la sécurité alimentaire dans la région.

"Le Sommet Extraordinaire étudiera les mesures à court, moyen et long termes pour garantir la sécurité alimentaire dans la région, en prenant compte des expériences tirées de la récente crise alimentaire," indique Nyirenda. □

## L'Union Africaine crée un fond agricole

*suite de la page 1*

engagement devrait également créer l'environnement favorable pour attirer les investissements locaux et étrangers dans le secteur.

Les dirigeants africains ont également décidé de soutenir le développement du potentiel en ressources humaines dans le continent par l'éducation, la formation, le développement des compétences et l'échange d'expertises".

"Nous devons utiliser efficacement les résultats de recherches scientifiques pour la planification agricole afin d'attaquer les problèmes de la désertification, de la conservation du sol et de l'eau et de la protection de l'environnement pour le développement durable des ressources agricoles et animales," dit-il.

Le Sommet extraordinaire a décidé de renforcer les systèmes de signes précurseurs au niveau régional et leur mise en place là où ils font défaut ainsi que leur coordination au niveau continental de façon à prévenir

l'impact négatif de la sécheresse, la désertification, les inondations, les catastrophes naturelles et les invasions d'insectes.

Les dirigeants africains ont souligné l'importance du bétail et des pêcheries dans le développement social et économique de l'Afrique. Ils s'engagent à "promouvoir le développement de la production de bétail y compris l'amélioration des pâturages naturels, la distribution de produits vétérinaires et les ressources génétiques avec pour objectif l'amélioration de la sécurité alimentaire.

Le Sommet a décidé "de renforcer les organisations des rivières existantes et des bassins riverains où elles existent et en établir de nouvelles, lorsque approprié, pour développer et promouvoir les ressources hydrauliques par l'assistance au niveau de projets d'infrastructures, y compris la construction de barrages et canaux, le forage de puits et la procuracy d'équipement d'irrigation. □

## SADC définit des réglementations transfrontalières sur les semences

par Singy Hanyona

Les phytogénéticiens et les experts botanistes de la SADC ont développé un nouveau modèle pour la certification régionale de semence et l'assurance de la qualité. La Certification de Semence et le Système d'Assurance de Qualité, lorsque ratifiés par les gouvernements, devraient renforcer la circulation de semences à travers les frontières de tous les états membres de la SADC.

Une réunion hautement technique récemment organisée par le Réseau de la SADC pour la Sécurité des Semences (RSSS), à Maputo, a réuni les dépositaires et les botanistes pour convenir des modalités et rouages pour la rédaction du modèle. La réunion a également introduit les expériences internationales en semence de l'Union Européenne (UE).

La plupart des systèmes de semences dans la région ne sont pas encore en parallèle avec les politiques de la SADC. Cependant la Communauté travaille sur l'harmonisation des réglementations sur les semences pour s'assurer que la sécurité des semences contribue à l'objectif régional général de garantie de la sécurité alimentaire.

Selon Edouard Zulu, coordinateur du RSSS, le mouvement transfrontalier des graines au niveau régionale est encore confronté à des contraintes excessives. "Cela n'était pas dans l'intérêt du développement de l'industrie des semences, la sécurité des semences et la sécurité alimentaire en général," confie Zulu.

Bien que la région ait eu un total suffisant de réserves de semence pour les fermiers, au niveau régional, les divers processus nationaux de législation ont causé des difficultés dans le transport de semences d'une zone de surplus à une zone de déficit.

"Les systèmes sont demeurés difficiles à utiliser, font perdre du temps et sont complexes," déclare Zulu. La SADC, par le biais du Conseil d'Administration de l'Alimentation, Agriculture et Ressources Naturelles (FANR) est déterminée à améliorer le commerce des semences parmi les états membres.

La Certification Régionale provisoire sur les semences et le Système de Qualité d'Assurance comprend une procédure technique unifiée ou des accords sur les

recherches botaniques. Cependant, le maillon manquant semble être le "mécanisme" qui devrait fournir les autorités compétentes dans la SADC avant la mise en oeuvre.

La réunion de Maputo cherchait à adresser le problème en formulant quelques détails techniques, convenu au niveau régional, qui permettraient un commerce des semences sans obstacles dans la SADC et au delà. Les états membres présenteront le modèle proposé aux ministres de l'Agriculture de la SADC pour recommandation, adoption et mise en application.

Une fois adopté, le système se chargerait de la gestion des arrangements du bureau central pour les semences. Il fournirait également une plate-forme pour l'échange efficace d'informations sur les variétés de semences dans la région.

Pour garantir que le système rencontre les exigences de la région, certains Points de convergence pour les Semences (PFS) ont déjà été formés pour le traitement de données dans le système. En Avril 2003, le premier Modèle régional pour l'Elargissement des Variétés des Semences a été développé, visant à réduire la bureaucratie dans le contrôle de la variété et mis en vente au sein de la SADC.

Avec ces instruments en place, on peut espérer que la question de contrôle de variétés et mise en vente dans la SADC ne devrait plus être un obstacle. "Il est désormais temps de progresser," déclare Stephen Muliokela, Directeur de Golden Valley, une station privée de Recherche en Zambie, réitérant que le statut de vente de semences dans la région a été difficile.

Selon l'ancien système, pour qu'une nouvelle variété de semence soit commercialisée dans n'importe quel pays de la SADC, il faut qu'elle soit testée par les autorités nationales pour sa caractéristique, son uniformité et sa stabilité et pour sa valeur pour la culture et l'usage dans ce pays. Il faut également qu'elle soit inscrite et enregistrée dans le registre national.

De tels tests peuvent durer entre un à trois ans selon le pays et la récolte, d'où l'accès et les choix tardifs par les fermiers aux nouvelles variétés.

"Pour les compagnies de semences, un gain sur l'investissement est également retardé puisqu'elles doivent attendre longtemps avant d'introduire la semence sur le marché," explique Muliokela.

La SADC est également soucieuse des différences de procédures d'import et export parmi les pays de la région. Bien que la plupart des pays de la région utilisent désormais les systèmes de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE), la Tanzanie utilise le système de l'Organisation de l'Association Américaine pour la Certification des Semences (OAACS). Par ailleurs, le Zimbabwe opère sous un système souple qui fait usage des deux, bien que l'OCDE soit plus communément utilisée.

La plupart des pays ont une catégorie de semences dont les standards sont inférieurs à la catégorie certifiée de semences. Ceux-ci sont connus sous divers noms tels que Semence à Qualité Déclarée (SQD) en Zambie, au Swaziland, en Tanzanie, et au Lesotho. Au Mozambique, il est connu en tant que Semence Garantie (SG), au Malawi en tant que Semence Approuvée (SA), au Botswana en tant que Semence Testée par le Gouvernement (STG) et Grade Standard de Semence (GSS) au Zimbabwe.

Pendant ce temps, le SSSN est en train de développer une base de données pour les variétés de récolte, la disponibilité et la législation des semences. Avec le soutien de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture de l'ONU (OAA), le Système d'Information pour la Sécurité des Semences de la SADC sera développé. Le système aidera à l'accumulation et à la distribution d'information sur les semences dans la région de la SADC. □

# SADC dévoile son plan historique pour combattre la pauvreté

*suite de la page 1*

Arusha, la ville tanzanienne entourée d'arbre, Arusha, où s'est tenu la cérémonie d'inauguration, est largement considérée comme la "Genève de l'Afrique". Située à proximité du Mont Kilimanjaro et des réserves de Ngorongoro et Serengeti, Arusha n'est pas seulement un symbole de développement durable, mais également un centre renommé qui a accueilli de nombreux sommets régionaux et internationaux d'importance historique.

En Juillet 1979, une réunion ministérielle a été convoquée au Centre International de Conférence d'Arusha, rassemblant ce qui était alors connu sous le terme, Etats de la Ligne de Front et des agences sponsors afin de réfléchir sur des moyens pour renforcer la libération économique et réduire la dépendance sur l'Afrique du Sud d'alors encore sous apartheid. C'est durant cette réunion que l'idée de formation de la SADC s'était concrétisée.

La Conférence pour la Coordination du Développement en Afrique Australe (SADCC), précurseur de la SADC, a donc été officiellement lancée au sommet de Lusaka, Zambie en Avril 1980, avec neuf états membres fondateurs. Bien que SADCC ait été une organisation de coopération fonctionnelle régionale, elle a facilité d'importants liens et projets politiques, administratifs et d'infrastructure.

En 1992, Lors d'un sommet dans la capitale namibienne de Windhoek, l'organisation a été transformée, par le biais d'une Déclaration et Traité, de "conférence de coordination" à "communauté de développement, c'est à dire de SADCC à SADC. Le but étant d'accorder à l'organisation un mandat d'intégration sur une base officielle et légale.

## Stratégies pour garantir la sécurité alimentaire

Un communiqué émis par les ministres de la FANR à la fin de Février a mis en avant les points suivants parmi d'autres mesures pour accroître la production agricole, la productivité et la disponibilité d'aliments:

- Le besoin d'accroître la sécurité alimentaire des ménages ainsi que l'auto-suffisance afin de diminuer la dépendance des citoyens de la SADC sur les gouvernements;
- Le besoin d'accroître l'allocation budgétaire des Etats Membres "d'au moins 10 pour-cent des ressources nationales budgétaires" pour l'agriculture et le développement rural d'ici 5 ans et autres instruments innovateurs de financement qui font la promotion de la mobilisation de ressource privée et publique;
- Le besoin de réviser les leçons apprises et de partager les meilleures pratiques sur les politiques et programmes de réforme agraire de façon à renforcer l'accès à/ et l'usage de la terre pour la productivité agricole;
- La révision continue des politiques nationales pour la sécurité alimentaire; la gestion durable des ressources hydrauliques et naturelles;
- Le commerce accru des produits agricoles et l'élimination des politiques protectionnistes; et
- L'établissement, pour les cas d'urgences, d'une Facilité Régionale de Réserve Alimentaire.

Pour faciliter ceci, les protocoles de secteur et les chartes ont été introduits et à ce jour, plus de vingt ont été signés.

Durant ces deux dernières décennies, le nombre d'adhésions à la SADC a augmenté jusqu'à son taux actuel, avec la Namibie en 1990, l'Afrique du Sud en 1994, l'Ile Maurice en 1995, alors que la République Démocratique du Congo (RDC) et les Seychelles ont également joint les rangs en 1997.

Avec l'organisation en expansion et l'apparition de nouveaux mandats, défis et opportunités, il est devenu nécessaire de réaligner la structure institutionnelle de l'organe de 14 membres. Par conséquent, une décision a été prise lors d'un sommet extraordinaire tenu à Windhoek en 2001 de restructurer toutes les institutions de la SADC.

Comme faisant partie du processus, 21 secteurs jadis coordonnés par les états membres ont été divisés en quatre conseils d'administration désormais gérés par un Secrétariat élargi de la SADC au Botswana. Les nouveaux

conseils d'administration traitent du commerce, de l'industries, des finances, des investissements, de l'alimentation, de l'agriculture et des ressources naturelles ; infrastructures et services ;

développement humanitaire et social et programmes spéciaux.

Le PRIDS a donc été formulé pour fournir, à longue échéance, une direction précise pour les politiques de la SADC, les programmes et activités. Jakaya Kikwete, ministre tanzanien des affaires étrangères et de la coopération internationale décrit le PRIDS comme une structure au sein de laquelle les états membres devraient aligner les plans nationaux.

"Le PRIDS est un projet du pays", explique t-il, ajoutant que son développement a été mené à bien par "les experts de la SADC et leurs leaders en usant d'un processus consultatif et participatoire".

Prega Ramsamy, secrétaire de la SADC, déclare que la tâche immédiate après le lancement du PRIDS est de démystifier le plan " en allouant des rôles clairs et précis aux joueurs clés avec des promesses quantifiables".

Citant président Mkapa dans son récent discours à la nation, Ramsamy déclare, "...comme un avion sur la piste, nous sommes dans la bonne direction ... nous devons décoller maintenant". Il indique que cette déclaration est vraie pour la Tanzanie tout comme pour le reste de la SADC.

" En effet, il est temps pour nous de nous envoler sur les ailes du PRIDS," conclut le chef de la SADC. □



# Stratégies durables pour la gestion des eaux en Afrique Australe

par Charles Mkoka

La vision de la sécurité alimentaire pour tous fait qu'il est impératif de reconnaître qu'une production agricole accrue augmentera la demande en eau et causera une pression supplémentaire sur l'environnement et les faibles ressources en eaux de la région.

L'Afrique Australe, bien pourvue des terres agricoles productives, présente un potentiel important. Cependant des difficultés existent dans le fait que la répartition de l'eau est inégale dans la région. La sécheresse pose toujours une menace sérieuse sur la sécurité alimentaire de la région. Les inondations ont des conséquences désastreuses similaires.

Considérer la région en tant qu'unique "réserve alimentaire" libère les ressources foncières et d'eau pour les activités économiques pour lesquelles elles sont mieux appropriées. Il y a des implications évidentes pour la souveraineté nationale, mais il existe des moyens d'y pallier, y compris le potentiel pour un meilleur commerce ou les bénéfices de l'intégration économique régionale.

La population de l'Afrique Australe reconnaît que l'eau est essentielle pour sa survie personnelle et celle de la communauté, pour la production de sa nourriture, de ses soins sanitaires et l'élimination des déchets.

L'eau est également cruciale pour la production d'énergie, les denrées produites pour la consommation nationale et l'exportation, les moyens de subsistance de l'environnement et la survie d'autres formes de vie avec lesquelles le monde est partagée.

La région est bénie par la présence de 15 cours d'eau commun y compris le Congo, le Limpopo, le Sengu, l'Orange et le Zambèze. Le bassin de la rivière du Zambèze est une vaste ressource hydraulique naturelle qui s'étend à travers huit états membres de la SADC.

Le bassin couvre 25 pour-cent de la superficie totale combinée de l'Angola, du Botswana, du

Malawi, du Mozambique, de la Namibie, de la Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwe.

Ces bassins sont dotés de diverses ressources naturelles qui contribuent de façon significative au développement économique par l'apport de nourriture, abris, médecine et de moyens de subsistance à partir des processus environnementaux. L'agriculture, la faune et la pêche sont une partie importante des rôles socio-économiques dans la plupart des économies nationales de la région.

La gestion des ressources hydrauliques est partie intégrante de l'objectif de sécurité alimentaire dans la région, qui a une population d'environ 200 millions. En raison du taux moyen élevé de croissance démographique dans la région de 2,6 pour-cent, une pression supplémentaire est exercée sur un approvisionnement en eau déjà perturbé.

La SADC a préparé un Plan d'Action Stratégique Régional (PASR) pour le Développement et la Gestion de Ressource Hydraulique Intégrée (1999-2004), utilisé pour le développement de projets et programmes particuliers.

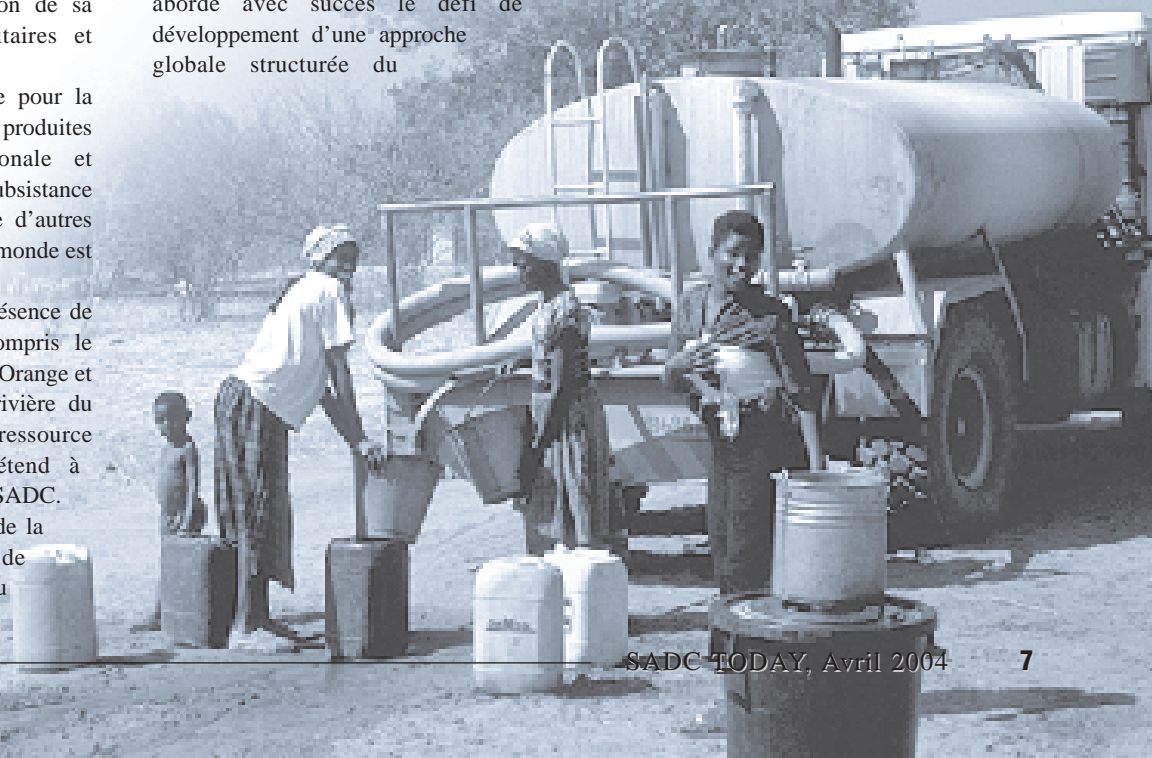
L'objectif principal du PASR est de fournir une structure pour que la région aborde avec succès le défi de développement d'une approche globale structurée du

développement et de la gestion des ressources hydrauliques. Sa vision est de soutenir l'utilisation équitable et durable de l'eau pour la justice sociale, environnementale, et le bénéfice économique pour les générations présentes et futures

Cette initiative a pour but de renforcer la sécurité alimentaire de la région par l'usage durable des ressources hydrauliques.

Depuis le début des années 90, tous les pays de la SADC ont adopté des politiques environnementales et des instruments et structures institutionnels, y compris les Stratégies de Conservation Nationale (SCN), les Plans Nationaux d'Action Environnementale (PNAE), les politiques et stratégies nationales environnementales.

A cet égard, la Zambie (1985), le Zimbabwe (1987), et le Botswana (1990) ont préparé des SCN, tandis que le Lesotho (1989), le Malawi (1994), la Zambie (1994), la Tanzanie (1996), le Swaziland (1997), l'Afrique du Sud (1997) et le Mozambique ont développé les PNAE. Ces initiatives ont pour objectif de renforcer l'utilisation durable de l'eau et autres ressources naturelles. □



# SADC cherche à créer un environnement favorable pour les petits exploitants agricoles

Virginia Muwanigwa

Les petits exploitants agricoles ont des chances d'être récompensés pour leurs efforts inlassables pour la production de produits de subsistance et pour le commerce. La SADC et l'Union Africaine (UA) sont d'accord sur le fait que les taux de croissance économique élevés prévus ne peuvent être atteints à moins que la production agricole ne soit augmentée de façon importante.

Le Plan Régional Indicateur pour le Développement Stratégique de la SADC (PRIDS) lancé récemment à Arusha, en Tanzanie, par le président de la SADC, Benjamin Mkapa, donne priorité au développement agricole et à la sécurité alimentaire.

Une réunion des Ministres de la SADC pour l'Alimentation, l'Agriculture et les Ressources Naturelles tenue récemment à Dar es Salaam a mis l'accent sur la nécessité d'accroître le renforcement de capacité et la provision de crédit au niveau populaire afin d'affermir l'accès aux contributions agricoles de base par les petits, moyens et grands producteurs. La réunion était en préparation pour le Sommet Extraordinaire sur "le Renforcement de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire pour la Réduction de la Pauvreté dans la région de la SADC" qui aura lieu à Dar es Salaam en mai.

Les ministres ont également réitéré l'importance d'un accès amélioré par les petits, moyens et grands producteurs aux contributions agricoles de base tels que les engrais, les produits agrochimiques, les semences, la mécanisation, l'équipement de pêche, ainsi que les terres recensées, pour assurer la sécurité alimentaire.

L'accès au crédit demeure un défi persistant surtout pour les petits exploitants, expliquant peut être l'engagement des ministres de l'Agriculture pour explorer les instruments de finance innovateur qui font la promotion de mobilisations de ressources privée et publique pouvant être utilisées pour financer les activités agricoles y compris le marketing, l'irrigation la transformation agricole, l'infrastructure, la réhabilitation des zones dégradées, le renforcement de capacité et la provision de crédit au niveau populaire."

L'UA, tout comme la SADC, vise à accomplir la sécurité alimentaire au sein de ses objectifs plus vastes afin de combattre la pauvreté, la corruption et les conflits.

Le nouveau partenariat pour le développement de L'Afrique (NEPAD) croit que "l'agriculture sera le moteur de la croissance de l'Afrique". A cet fin, des discussions consultatives parmi les dépositaires, y compris la Banque de Développement Africaine, la Commission Economique de l'ONU pour l'Afrique, des experts la Banque Mondiale et surtout l'Organisation de l'ONU pour l'Alimentation et l'Agriculture ont eu pour résultat le Programme Compréhensif pour le Développement de l'Agriculture en Afrique (PCDAA) – (voir encadré). Le plan exige un investissement total d'environ US\$4,6 milliards pour la période 2002-2015.

Il y a de plus en plus d'appels pour s'écarter du foyer uniquement concentré sur les activités de cultures fermières en tant qu'entreprises principales pour aborder d'autres questions non-agraires telles que la politique, les crédits, l'information, les mécanismes institutionnels et la participation dans les marchés nationaux, régionaux et globaux.

Traditionnellement, les fermiers comptent sur les parastatales pour la commercialisation des produits agricoles et l'accès était mis invariablement sur les récoltes et l'élevage d'animaux.

Un atelier régional a été organisé pour discuter les marchés agricoles et l'information de marché au sein de l'Afrique Occidentale et Australe a fait remarquer que la libéralisation de marché a eu un impact négatif parmi les pays en voie de développement. Ceci est dû au manque d'apport pour les petits producteurs; à une augmentation du coût des contributions et crédits; et à un affaiblissement des associations de producteurs qui a créé un important vide financier, concentration de marché; ...revenus imprévisibles et pertes financières par le secteur privé."

L'atelier révèle que la plupart des pays de la SADC ont besoin de politiques efficaces pour gérer l'ouverture des économies nationales puisque la libéralisation peut avoir été précipitée sans

planification adéquate, surtout autour de la participation envisagée non seulement du secteur privé mais également de petits producteurs.

Des politiques économiques pour réduire la pauvreté à travers une amélioration sanitaire, une augmentation des opportunités éducatives, une infrastructure physique améliorée et un secteur prospère d'entreprise privée sont également nécessaires. Les considérations rurales urbaines devraient être incorporées dans le développement de politiques nationales et régionales affectant l'agriculture, les marchés, l'usage des terres et la planification urbaine.

De nouvelles institutions représentant ainsi une variété d'intérêts doivent être établies et une structure institutionnelle précise doit être convenue. Les politiques devraient fournir un environnement

## NEPAD – Les stratégies à

### Gestion foncière durable et systèmes de crédit

- ◆ Développer la fertilité du sol et la capacité de stockage
- ◆ Accroître rapidement la zone équipée pour l'irrigation,

### Infrastructure rurale et capacités relatives

- ◆ Améliorations infrastructurales;
- ◆ Ajustements dans la promotion et les politiques de soutien
- ◆ Pays exportateurs dans la région ont besoin d'augmenter les capacités commerciales et pour satisfaire aux conditions préalable de

### Augmentation de l'approvisionnement alimentaire

- ◆ Accès à une technologie améliorée;
- ◆ Provision de services améliorés de soutien fermiers; e
- ◆ Un environnement de politique d'assistance.

### Recherche agricole, dissémination et adoption

- ◆ Taux accru d'adoption pour les technologies disponibles
- ◆ Mécanismes de diffusion de la production africaine par le lien de recherche
- ◆ Systèmes de prestation technologique qui apportent de
- ◆ Revouvellement de la capacité des systèmes de recherche
- ◆ les nouvelles technologies, y compris la biotechnologie
- ◆ production et la productivité tout en conservant l'environnement
- ◆ Mécanismes pour réduire les coûts et les risques en

# Investissement propice pour les petits exploitants agricoles

propice pour une compétition juste à travers l'évaluation des impacts, provision des contributions et autre assistance.

Le succès des petits exploitants agricoles dépend également sur l'accès à des informations fiables pour faciliter les décisions basées sur la connaissance des faits. Des informations sur des types de produits de base, approvisionnement, quantités, prix compétitifs pour attirer une participation accrue par le secteur privé, la commercialisation et le commerce devraient ainsi être fournis aux fermiers, commerçants, consommateurs et décideurs.

Une planification régionale plus efficace impliquant les dépositaires – le gouvernement, le secteur privé, les fermiers et leurs associations et les ONG – devrait être encouragée pour garantir la diversification des récoltes en harmonie avec les compétiteurs. Actuellement, la

plupart des pays de la région produisent les mêmes récoltes à la même période en raison du manque de planification adéquate et la dépendance sur la pluviométrie.

Ce qui crée un surplus sur le marché, réduit les perspectives de marché et baisse les prix. Une planification de la production nationale et régionale pour équilibrer la production avec les besoins et les demandes du marché est donc nécessaire.

L'investissement dans la technologie d'irrigation dans le but de s'éloigner de la production dépendante des précipitations est également nécessaire pour assurer un approvisionnement consistant de diverses récoltes à un prix rentable.

Les problèmes socio-culturels tels que la parité des sexes devraient également être incorporés dans la planification et les structures de soutien pour les petits producteurs. Ceci, parce que des besoins spécifiques aux femmes existent peut-être mais ne peuvent être couverts dans les politiques neutres sur la parité des sexes. Le manque d'accès au micro financement est un problème aigu spécialement parmi les femmes.

Très peu de femmes, s'il y en a, occupent des positions clés telle que ministre de l'agriculture malgré le fait qu'elles forment la majorité des producteurs de nourriture dans la région.

Les dépositaires du secteur suggèrent que priorité devrait être accordée au renforcement des organisations représentatives de fermiers producteurs et commerciaux pour garantir une pression pour une révision de la politique et la législation, la provision de crédit, la collecte et la propagation d'informations pertinentes, la capacité de marché et l'acquisition de la technologie requise.

Des ressources adéquates techniques, humaines et financières doivent être fournies aux coopératives, associations, secteur privé et entrepreneurs individuels. La formation devrait inclure le transfert des compétences dans les affaires agraires, la recherche et le développement de marché.

Les opportunités existent pour la participation par les petits producteurs dans les

marchés régionaux et globaux, encore que l'action de pression pour un "commerce juste non libéralisé" en reconnaissance du fait que le terrain de jeu ne soit pas nivelé. Ceci est particulièrement important pour les fermiers du monde en voie de développement qui ne peuvent espérer de rivaliser sur un marché libre avec leurs homologues plus avancés et mieux équipés du monde développé.

Le commerce régional et international est possible au sein de tels blocs économiques comme la SADC, le Marché commun pour l'Afrique Occidentale et Australe (COMESA), et au sein de la structure de la Loi. Sur les opportunités et la Croissance Africaine (LOCA).

La reconnaissance de partenaires sociaux surviendra par le biais d'une voix collective représentant certains intérêts et le besoin des fermiers d'être encouragés pour s'organiser en organismes commandant le respect dans la production, commercialisation et négociations.

Le Centre Mondial d'Agro-Sylviculture (CMAS) identifie trois conditions préalables pour un commerce agricole florissant; un secteur privé solide pour renforcer et diversifier les centres commerciaux ruraux et urbains; une voix puissante du consommateur pour garantir la qualité, quantité, diversité, compétition; et un secteur publique ferme pour investir dans une infrastructure et autres structures de soutien. □

## Quatre piliers du CAADP

### Gestion des eaux

Productivité des sols agricoles; et  
protection des petites unités de contrôle des eaux.

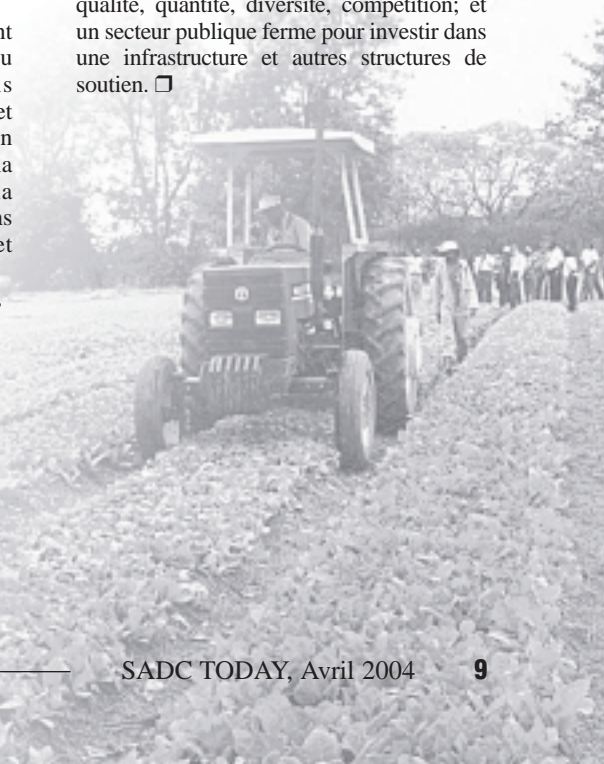
### Commerce

Accès des pays développés; et  
capacité pour participer aux négociations commerciales de plus en plus strictes du commerce mondial.

### Stabilité et réduction de la famine

### Technologie

Technologies plus prometteuses pour soutenir l'expansion immédiate du système d'extension aux producteurs; innovations aux fermiers et exploitants agraires; technologies agricoles afin de générer efficacement et adapter l'Afrique, qui sont nécessaires pour accroître la production et  
accueillir une nouvelle technologie.



## Directives de la SADC sur les OGM, Biotechnologie et Biosécurité

La SADC a approuvé les directives suivantes recommandées par le Comité Consultatif de la SADC sur la Biotechnologie et la Biosécurité en août 2003 en tant que mesures intérimaires visant à guider la région sur les problèmes relatifs à la biotechnologie et biosécurité. Ceci devrait aider les pays de la région à éviter des situations similaires à celle de l'Argentine. (voir encadré ci-dessous)

### Gestion de l'Assistance Alimentaire

- ♦ La SADC devrait développer et adopter un système harmonisé de transit et gestion de l'information pour la nourriture Génétiquement Modifiée conçu pour faciliter le mouvement transfrontalier d'une façon sûre et expéditive;
- ♦ La SADC est encouragée à identifier l'aide alimentaire de préférence en provenance de la région, et par conséquent de conseiller tous les partenaires collaborant ;
- ♦ Les bailleurs de fonds fournissant une assistance en Aliment Génétiquement Modifié devraient se conformer au principe de Consentement Préalablement Basé sur la Connaissance des Faits et avec les conditions préalables de notification en accord avec l'article 8 du Protocole de Cartagena sur la Biosécurité;
- ♦ Les envois d'Assistance Alimentaire impliquant des grains ou toute plante potentiellement disséminatrice pouvant contenir des OGM devrait être moulus et stérilisés avant distribution pour le bénéfice des populations;
- ♦ L'Assistance Alimentaire en transit qui contiendrait des OGM devrait être clairement identifiée et étiquetée selon la législation nationale;
- ♦ En l'absence de législation nationale, les pays de la SADC gérant ou manipulant toute Assistance Alimentaire en transit pouvant contenir des OGM sont encouragés à faire usage des conditions préalables sous la Loi Modèle de l'UA sur la Biosécurité et/ ou les Directives Sud Africaines sur la manipulation de cargos en transit qui pourrait être des OGM.

### Politique et règlementations

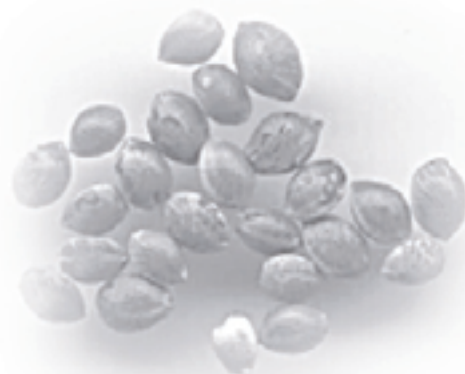
- ♦ Chaque état membre devrait développer des politiques et stratégies nationales sur la biotechnologie et accélérer le processus d'établissement de systèmes nationaux règlementaires sur la biosécurité;
- ♦ Tous les états membres devraient signer et ratifier le Protocole de Cartagena sur la

biosécurité à la Convention sur la Diversité Biologique;

- ♦ La région devrait développer un politique harmonisée et un système de contrôle basés sur la Loi Modèle Africaine sur la Biosécurité et le Protocole de Cartagena sur la Biosécurité et autres processus internationaux pertinents;
- ♦ Les états membres n'ayant pas de structures de contrôle pour les récoltes GM devraient utiliser les directives approuvées et ne devraient pas importer de grain GM en lieu de semence avant la mise en place des directive approuvées;
- ♦ Des évaluations de risques devraient être faites au cas par cas et toute modification génétique devrait être testée dans le milieu dans lequel elle sera utilisée.

### Renforcement de capacité

- ♦ Les états membres devraient développer des capacités au niveau national et régional de façon à développer et exploiter les bénéfices de la biotechnologie;
- ♦ La SADC devrait allouer des ressources pour le renforcement de capacité dans la gestion de la biotechnologie et biosécurité;



- ♦ La SADC devrait encourager les états membres à commander des études sur les implications de la biotechnologie et de la biosécurité sur l'agriculture, l'environnement, la santé et le secteur socio-économique comme faisant partie d'un système de contrôle et d'évaluation intégrés.

### Sensibilisation et participation du public

- ♦ Les états membres devraient développer des programmes de sensibilisation et participation du public sur la biotechnologie et la biosécurité impliquant tous les dépositaires. □

## L'expérience GM de l'Argentine tourne mal

par Sue Branford

L'Argentine est un pays qui a adhéré avec enthousiasme à la technologie génétiquement modifiée (GM). Aujourd'hui, plus de la moitié de ses terres arables est couverte de graine de soja GM.

Cependant, quelque chose a mal tourné. L'institut principal pour la recherche agricole de l'Argentine a prévenu, qu'à moins que le mouvement de monoculture du soja ne soit annulé, "un déclin dans la production agricole sera inévitable".

De prime abord, la technologie GM a semblé être une bénédiction pour les fermiers. Les pampas, une zone de terre fertile qui s'étend sur environ 600 kilomètres autour de Buenos Aires, souffraient d'une sérieuse érosion du sol, causée en partie par un labourage répété. Le soja RR semblait être la solution: il a permis aux fermiers de contrôler les mauvaises herbes en vaporisant du glyphosate pendant la saison de croissance et donc de cultiver sans labourer. Auparavant, la prolifération de mauvaises herbes avait fait échouer la culture sans labourage.

Influencés par l'énorme demande sur le marché mondial de soja en tant que fourrage pour le bétail, les fermiers ont adopté la technologie avec enthousiasme. Le soja semblait être le produit idéal pour l'exportation où le pays avait des "avantages comparatifs". La zone sous culture de soja a augmenté de 60 pour-cent dans la seconde moitié des années 90, la production a plus que doublée.

Après une chute de devises en Décembre 2001, seules les récoltes d'exportation sont demeurées profitables. Environ 150 000 petits exploitants qui avaient cultivé du riz, maïs, lentilles, pommes de terre, fruit et autres récoltes d'alimentation furent expulsés des terres, frappés à la fois par la baisse des prix de leurs produits et par la contamination d'herbicide causée par la vaporisation des fermiers de sojas.

Des mauvaises herbes d'un type nouveau, probablement naturellement résistantes au glyphosate et parasitant la nouvelle niche écologique, ont proliféré. Le soja, germant malencontreusement des semences tombées durant la récolte, est également devenu un fléau.

Le cas de l'Argentine démontre que la modification génétique des récoltes, par sa nature, permet aux fermiers de s'adonner à des pratiques irresponsables telles que de submerger le sol avec du glyphosate, une chose considérée impossible dans la culture conventionnelle.

(Extrait d'un article dans le New Stateman, 01 mars 2004)

# Structures nationales de biosécurité: une condition préalable pour la biotechnologie agricole moderne

par Mwananyanda Mbikusitwa Lewanika

La majorité des pays de la SADC ne possèdent pas de régimes nationaux pour la réglementation de la biosécurité, souvent désignés en tant que structures de biosécurité, qui permettent aux pays de réglementer la recherche, le développement et la commercialisation d'organismes génétiquement modifiés (OGM).

Les structures sont composées de politique nationale, législation appropriée et structures administratives qui prescrivent souvent la mise en place des réglementations nationales et des directives complémentaires.

Les structures administratives permettent ou rejettent l'introduction des OGM dans le pays sur la base de paramètres tels que l'évaluation des risques et les facteurs socio-économiques. En plus, elles sont responsables du développement de mécanismes pour la sensibilisation du public sur des problèmes portant sur la biosécurité ainsi que la participation du public dans le processus de prise de décision.

Dans la SADC, seuls le Malawi, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe ont des structures nationales de biosécurité en place.

Seuls, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe possèdent une expérience pratique dans la manipulation des OGM. A la lumière des implications évidentes, il n'est pas conseillé d'introduire les récoltes génétiquement modifiées dans les pays sans structures nationales de biosécurité en place.

Les compagnies de biotechnologies globales ont développé la plupart des innovations dans le domaine de la biotechnologie agricole moderne, mais opèrent sur une base de profit plutôt que de besoin. Simultanément, les innovations dans la biotechnologie agricole provenant d'institutions publiques sont en baisse dû au manque d'investissement dans le domaine de la recherche et du développement.

De plus, la plus grande partie des gros investissements dans les institutions publiques est commandée par l'industrie

de biotechnologie. La situation est plus complexe du fait que les innovations en biotechnologies agricoles modernes sont contrôlées par les droits de propriété intellectuelle (DPI).

La biotechnologie agricole moderne peut contribuer à la sécurité alimentaire dans les pays en voie de développement si ses techniques sont employées pour augmenter la production alimentaire. Ceci pourrait être par le biais du développement des récoltes alimentaires qui peuvent croître dans des conditions difficiles telles que la sécheresse. Actuellement, sur le marché, il n'y a pas de récoltes génétiquement modifiées qui soient résistantes à la sécheresse.

Les récoltes génétiquement modifiées qui sont commercialement disponibles, présentent désormais une tolérance aux herbicides, une résistance à la vermine et au virus ou une combinaison de l'un ou d'autres. En 2001, le canola, le maïs, le coton et les grains de soja comptaient pour plus de 99 pour-cent des récoltes de la biotechnologie globale et ce scénario demeure.

Le focus de la biotechnologie agricole moderne est sur la production de récoltes rentables pouvant se vendre sur les marchés mondiaux. La biotechnologie

agricole moderne repose beaucoup sur les monocultures de semence génétiquement modifiées. Ceci ne favorise pas la sécurité alimentaire mais réduit la diversité agricole telle qu'illustrée par la récente crise alimentaire en Afrique Australe. Par exemple, les communautés qui cultivaient le maïs, mais à récoltes multiples de par les aliments traditionnels de base tels que la cassave et le sorghum, étaient encore alimentaires sécurisées en cas de sécheresse et de mauvaise récolte de maïs.

La recherche et le développement de récoltes génétiquement modifiées sont concentrés sur les récoltes d'intérêt pour les pays développés et ne prennent pas en compte les difficultés uniques auxquelles sont confrontés les petits exploitants agricoles dans les pays en voie de développement. Bien que les semences génétiquement modifiées soient plus onéreuses que les semences hybrides et traditionnelles, les fermiers doivent acheter des semences à chaque saison de plantation, puisqu'ils ne peuvent, comme de coutume, économiser leurs meilleures semences ou en échanger. □

*Dr. Mbikusitwa Lewanika est le président du Comité Consultatif de la SADC sur la Biotechnologie et la Biosécurité.*

## Définition des termes

Les termes biotechnologie et organismes génétiquement modifiés (OGM) sont souvent utilisés en alternance par erreur. La biotechnologie est un terme général qui se réfère aux techniques scientifiques qui utilisent des organismes vivants ou leurs composants, pour produire des produits utiles. Il est généralement catégorisé en biotechnologie traditionnelle ou biotechnologie moderne.

La biotechnologie traditionnelle comprend des techniques bien établies telles que la phyto-génétique et l'usage de micro-organisme dans la production industrielle comme le brassage de la bière, la production d'antibiotiques, de yaourts et de vaccins. La biotechnologie moderne se compose de techniques scientifiques récemment disponibles telles que la technologie (Ingénierie Génétique) de l'Acide Reconstituant Deoxyribonucléic (DNA), les Anti-corps Monoclonal, la Culture de Cellule et de Tissu. L'acide deoxyribonucléic est un matériel héréditaire (gènes) présent dans tous les organismes vivants. Il est reproduit et passé d'une génération à l'autre et est responsable de la transmission des traits des parents à leurs enfants.

La technologie de reconstituant DNA permet aux scientifiques de prélever du matériel héréditaire d'un organisme pour l'insérer dans un autre. Cela change les caractéristiques des organismes, créant de nouvelles formes de plantes, animaux et de micro-organismes connus en tant qu'OGM.

Les OGM sont inquiétants puisqu'ils omettent la reproduction et sont beaucoup plus récents que les organismes modifiés conventionnellement. Généralement ils incorporent le matériel héréditaire à partir d'organismes distants ou sans relation dans des combinaisons peu probable en milieu naturel.

## Intégration de VIH et SIDA dans les stratégies de sécurité alimentaires

par Virginia Muwanigwa

La SADC s'est engagée à intégrer le VIH et SIDA dans ses politiques et programmes en réponse à la nature à aspects multiples du fléau et ses implications sur les résultats sociaux, économiques et politiques au niveau des foyers, de la communauté, national et régional. Le but de l'intégration est la réduction générale de la pauvreté et la sécurité alimentaire en particulier.

La SADC, parmi d'autres dépositaires de la région, reconnaît que le VIH et SIDA rend opportune une réponse qui ne considère pas le problème sous son aspect médical mais plutôt sous ses implications socio-économiques et culturelles probablement contraires à tout les efforts de développement.

La Structure Stratégique Multi-sectorielle de la SADC pour le VIH et SIDA et le Programme d'Action 2003-2007, inclus dans le Plan Régional Indicateur pour le Développement Stratégique (PRIDS), cherchent à intensifier les mesures et actions pour aborder la prévention du VIH et SIDA et l'allègement de son impact de façon à assurer un développement humanitaire durable des états membres.

En Juillet 2003, les dirigeants de la SADC ont signé la déclaration de Maseru sur le VIH et SIDA, démontrant leur engagement pour aborder un nombre de problèmes comprenant: la prévention et la mobilisation sociale; l'amélioration des soins, l'accès aux services d'assistance socio-psychologique et d'analyse, de traitement et de soutien; en accélérant le développement et en réduisant l'impact du VIH et SIDA; en intensifiant la mobilisation de ressources; et en renforçant les mécanismes institutionnels, de contrôle et d'évaluation.

La toute récente réunion du Conseil des Ministres de la SADC tenue à Arusha, Tanzanie, a révisé les progrès sur la mise en application des décisions prises lors du Sommet de Maseru sur le VIH et SIDA. Celles-ci incluent l'établissement d'une unité spéciale VIH et SIDA au Secrétariat. Depuis, l'unité a été établie sous l'autorité du directeur en chef pour s'assurer que les problèmes liés au SIDA sont incorporés

dans toutes les zones clés de l'intégration.

De plus, une réunion générale des conseils nationaux sur le SIDA, la première en son genre, est prévue en Mai 2004 pour peaufiner un plan d'entreprise de quatre ans tel que mandaté par le Sommet de Maseru. La date exacte et le lieu sont en cours de finalisation. La SADC est également en train de mobiliser



Un cycle vicieux entre la pauvreté, le VIH et SIDA et l'insécurité alimentaire

des ressources par le biais d'un Fond en fidéicommiss, qui serait utilisé pour soutenir les programmes dont le but est de lutter contre la pandémie.

Spécifique à la sécurité alimentaire, ce cycle vicieux a pour conséquence des conditions de pauvreté et de susceptibilité au VIH et SIDA. En retour, ceci augmente le niveau de vulnérabilité à cause des maladies chroniques, la productivité et les pertes d'emploi, des perspectives réduites pour la réhabilitation économique, et une tendance au comportement risqué juste pour satisfaire aux besoins fondamentaux.

Le fait que le problème soit examiné au niveau supérieur de la SADC est remarquable puisque lors de la réunion des ministres sur l'alimentation, l'agriculture et les ressources naturelles tenue en Février à Dar es Salaam, le VIH et SIDA était inclus parmi les priorités à aborder au prochain Sommet de la SADC sur l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Un communiqué distribué à la fin de la réunion remarquait que "la fréquence



élevée du VIH et SIDA dans la région a un impact dévastateur sur tous les secteurs de la société et par conséquent sur la sécurité alimentaire". Du fait que l'agriculture est en général un travail intensif et donc non approprié pour les personnes chroniquement malades, les ministres ont fait remarqué que les technologies pour l'économie de main d'oeuvre devraient être explorées.

Dans certains pays de la région, des structures à assise communautaire sont mises en place pour aborder les problèmes dérivant du VIH et SIDA. Ces

efforts comprennent: les soins au foyer pour soulager les facilités médicales assiégées; et les programmes de soin pour orphelins gérés par la communauté.

Cependant, le Service de Dissémination de l'Information sur le VIH et SIDA (SAFAIDS) de l'Afrique Australe observe que plus d'attention a été accordée à la prévention du VIH, et au traitement des infections opportunistes et même aux médicaments anti-retroviraux plutôt qu'aux besoins fondamentaux nutritifs et de survie primaire de l'indigent dans les zones rurales et urbaines.

Une approche intégrée aux programmes renforçant les moyens d'existence deviennent ainsi nécessaires pour mitiger les difficultés émergeant du problèmes VIH et SIDA. De même, l'investissement à long terme dans les infrastructures agricoles telles que les barrages, les réseaux de transport de produit, les facilités d'irrigation, la provision de semences et autres fourniture. □

## Une perspective culturelle de la sécurité alimentaire en Afrique Australe

Selon les croyances traditionnelles africaines, la sécurité alimentaire est considérée comme un don des esprits. De bonnes pluies et une récolte abondante sont des évènements qui méritent d'être célébrés et de rendre grâce aux esprits ancestraux à l'aide de cérémonies traditionnelles. Des cérémonies pour invoquer les esprits de la pluie ou de la récolte sont exécutées uniquement dans différents groupes ethniques de l'Afrique Australe, résistant la pression d'adopter les croyances occidentales.

Sur un ancien lieu de la province orientale de la Zambie, les tambours, chansons et danses sont utilisées pour apaiser les esprits et demander une bonne saison de pluie pour les récoltes. C'est un rituel commun pendant les années de saison de pluie erratiques. Après les récoltes, la cérémonie N'cwala, commune parmi les Ngoni, célèbre les récoltes abondantes et la victoire au combat. Cette cérémonie reçoit beaucoup de soutien et on lui accorde le pouvoir d'unir les gens, quelque soit leur origine culturelle, en Zambie.

Au Swaziland, Incwala, également connue en tant que cérémonie "des premiers fruits" est la plus sacrée de toutes les cérémonies swazi. Tenue en Décembre ou janvier de chaque année, la cérémonie commence par les préparations des Bemati ou "peuple de l'eau" qui récoltent de la mousse provenant des vagues de la côte du Mozambique. A la pleine lune, les jeunes sont envoyés pour récolter les branches

sacrées, lusekwane d'une espèce d'accacia. Elles sont utilisées pour construire une petite enceinte au byre royal. Le quatrième jour, le roi se joint aux guerriers dans la danse traditionnelle Incwala. La cérémonie se termine lorsque le roi mange les premiers fruits de la nouvelle saison avant la communauté. Le jour suivant est consacré à la paix et la méditation.

Au Zimbabwe, il existe de nombreux faiseurs de pluie y compris ceux qui résident dans les collines de Nharira, juste en dehors de Harare et Njelele dans le Matabeleland. La majorité des "familles de faiseurs de pluie" sont des descendants des Venda. En période de sécheresse, un boeuf noir est tué et la viande distribuée parmi les chefs du village rassemblés à la cérémonie. Pour cette cérémonie, de la bière traditionnelle est également brassée. Très tôt le lendemain, l'officiant de la cérémonie de pluie et les autres anciens du village se rendent dans un lieu secret et sacré, accroupis et frappant des

maines en rythme, il transmette leurs supplications à l'esprit résident de la grotte. Cela fait, la croyance veut que l'esprit réponde à travers une voix provenant de la grotte. La cérémonie se termine lorsque l'esprit a transmis son message donnant ainsi l'espoir pour de bonne pluie dans la pays.

L'abattage d'une chèvre en sacrifice aux esprits fait partie des cérémonies de pluie dans certaines parties de la Tanzanie. Les chefs de village et les médiums du village sont choisis pour diriger les cérémonies de pluie. Ils prélèvent alors le sang de la chèvre sacrifiée et le verse sur un arbre choisi comme lieu sacré. Ceci est fait pour apaiser les ancêtres et d'implorer pour la terre qui est devenue sèche en raison du manque de pluie.

Après une bonne récolte, les Wagogo de la région de Dodoma en Tanzanie se rassemblent dans une célébration et action de grâce aux esprits pour des pluies abondantes. Le maïs récolté est utilisé pour brasser de la bière, qui sera partagée par toute la communauté durant une cérémonie pétulante où de la nourriture est également préparées pour les célébrations. Ces célébrations peuvent durer jusqu'à deux mois, avec la communauté allant de foyers en foyers en action de grâce pour de bonnes récoltes.

La culture africaine et les croyances jouent également un rôle crucial dans la préservation de l'environnement à travers les tabous qui forcent la société à se conformer à certaines normes sociétales. Par exemple, pour les Ndebele au Zimbabwe, les arbres ne peuvent être abattus au hasard. Il y a certains arbres qui ne peuvent être brûlés pour usage domestique. La croyance veut que cela pourrait causer des désaccords parmi les résidents de la ferme. En retour, ceci réduit la désertification, maintenant ainsi un écosystème équilibré.

La préservation des espèces animales par le biais de tabous totémiques est également utilisée dans les communautés africaines. Certains tabous totémiques imposent qu'un clan donné ne mange pas la viande de l'animal représentant leur totem. Toutes ces tribus qui révèrent leur totem protègent donc directement leur environnement.

Sources: Hemans Trevor, *Those were the days, (C'était l'époque) 1987*

*The SADC Challenge (Le Défi de la SADC), Décembre 2002 – Février 2003*

*Swaziland travel guide on line, www. my travelguide.com* □

### SADC réaffirme son engagement à l'UNESCO

La SADC a réaffirmé son engagement pour une coopération continue avec l'UNESCO. Le Secrétaire Général de la SADC, Dr. Prega Ramsamy a dit récemment à Gaborone qu'un certain nombre de développements ont pris place depuis la formalisation de la coopération entre la SADC et l'UNESCO par le mémorandum d'accord de 1996.

Ramsamy a pris la parole pendant une réunion avec le Directeur Général de l'UNESCO, Koichiro Matsuura. Il a félicité Matsuura pour sa contribution à la SADC et dit qu'il a joué un rôle important en mettant l'UNESCO à la portée du peuple. Ramsamy a ajouté que la SADC aura besoin du soutien de l'UNESCO dans la mise en oeuvre de ses activités principales prévues pour cette année. De telles activités dit-il, incluent le lancement et la mise en opération du Fond pour la culture de la SADC, dont l'intention est de mobiliser les ressources pour la promotion de programmes culturels dans la région.

L'opérationnalisation des Festivals de la SADC pour les Arts et la Culture Multidisciplinaire fournira la plate-forme pour les artistes et les experts de la culture pour partager des expériences et la gestion de réseau d'idées. D'autres activités prioritaires comprennent l'établissement d'un organisme SADC pour l'accréditation des médias pour faciliter la circulation aisée de personnel des médias dans la région afin de s'acquitter de leurs tâches professionnelles.

Ramsamy a également exhorté l'UNESCO à continuer sa collaboration avec la SADC dans les domaines de l'éducation, le développement de la formation et des ressources humaines. Les activités prioritaires comprennent la coordination et le contrôle du Programme de Développement des compétences intra-régionales.

Ramsamy a ajouté que l'UNESCO devrait accorder son soutien à la région sur le développement du programme et de la structure stratégique de la SADC sur le VIH et SIDA. La structure fournit la région avec une direction stratégique concrète dans la lutte contre le VIH et SIDA et les zones clés de focus portent sur la prévention, l'assistance, les soins, les traitements et l'approvisionnement de médicaments anti-retroviraux. (*Botswana Daily News*)

## Du tonus pour le processus de restructuration de la SADC

La SADC a reçu un renforcement important du côté de son processus de restructuration par l'assistance financière fournie par l'Agence Norvégienne pour le Développement de la Coopération (NORAD). Récemment, un accord financier d'une valeur de US\$600 000 a été signé entre NORAD et SADC comme portion d'une contribution totale de US\$1,7 millions.

Depuis le début du processus de restructuration en 2001, la plupart des activités planifiées ont été achevées avec

succès, y compris le développement sur 15 ans du Plan Régional Indicateur pour le Développement Stratégique (PRIDS), a déclaré le Secrétaire Général de la SADC, Prega Ramsamy pendant la cérémonie de signature.

Ces fonds devraient couvrir la mise en application du PRIDS, qui exige le développement de plans d'entreprise à moyen et court terme, des structures pour les dépenses et un renforcement de contingent au niveau du Secrétariat," selon Ramsamy.

Un communiqué de presse par le secrétariat explique que d'autres activités comprises dans l'accord comprendront l'établissement d'une Analyse de Politique et l'Unité de Planification Stratégique au Secrétariat de la SADC et la rationalisation du PRIDS avec NEPAD. Le PRIDS est le plan directeur pour les objectifs de développement, fournissant à long terme une direction précise pour les politiques et programmes de la SADC. □

## Le Mozambique accueille les jeux de la zone six

Les préparations des Jeux SADC de la Zone Six, prévus au Mozambique du 24 Avril au 2 Mai, sont dans une phase avancée.

Les jeux organisés par le Conseil Suprême pour les Sports en Afrique (CSSA) ont attiré des athlètes de la catégorie des moins de vingt ans originaires de tous les pays de la SADC excepté la RDC et la Tanzanie. Les athlètes participeront à divers événements prévus pour ce tournoi y compris l'athlétisme, le football, netball, boxe et basketball.

Le Mozambique est l'hôte inaugurateur des jeux, qui deviendront biennuels "de façon à exposer les jeunes de la région à une compétition de haut niveau qui les préparera à des compétitions plus prestigieuses telles que les Jeux Olympiques prévus à Athènes à la fin de cette année," explique Charles Dzimba, Responsable des Programme de la CSSA.

L'objectif principal des jeux est de "promouvoir l'intégration régionale à travers le développement du sport parmi les jeunes," déclare Dzimba.

Le CSSA est l'organe officiel responsable de la mise en oeuvre de toutes les activités sportives telles que citées dans le Protocole de la SADC sur la Culture, l'Information et les Sports.

Les jeux ont été approuvés avec beaucoup d'enthousiasme par tous les états membres participants. □

## Les zones de traitement des produits d'exportation augmentent les revenus du Zimbabwe

Les compagnies Zimbabwéennes opérant dans les Zones de Traitement de Produits d'Exportation (ZTE) ont généré plus de US\$770 million en revenu d'exportation depuis le début du projet, il y a sept ans, déclare un officiel.

Le président des Autorités des Zones de Traitement de Produits d'Exportation (EPZA), Lovemore Chihota explique qu'environ 174 compagnies représentant un investissement total de US\$155 millions, opéraient dans les zones économiques spéciales.

"Les compagnies EPZ contribuent pour plus de dix pour-cent des exportations du pays", explique Chihota. Il a ajouté que depuis le début, au moins 29 000 emplois ont été créés par le biais du programme.

Le programme a accompli plus que prévu lors de son lancement, et il y avait encore beaucoup à faire pour ajouter plus de dynamisme, dit-il.

Le gouvernement a introduit le concept d'EPZ en 1997 pour promouvoir l'exportation comme moyen de générer des devises étrangères, créer des emplois et garantir le transfert de technologie. (*The Herald*) □

## La Zambie élimine la famine

Le ministre de l'agriculture et des coopératives du pays, son excellence Mundia Sikatana a dit que le gouvernement zambien est déterminé à éliminer la famine en utilisant l'agro-sylviculture.

Sikatana a fait cette déclaration récemment lorsqu'il a officiellement inauguré un atelier de trois jours (RASC) du Comité Régional d'organisation sur l'Agro-sylviculture.

Le ministre a indiqué que, durant ces 30 dernières années en Afrique, le taux annuel de diminution des éléments nutritifs s'est traduit en un équivalent d'une valeur de US\$4 milliards d'engrais.

"L'agro-sylviculture qui se concentre sur les arbres et les paysages, tente de satisfaire les besoins économiques, sociaux et

écologiques du monde d'aujourd'hui", dit-il. Sikatana a souligné certaines des difficultés telles que l'assistance pour l'éradication de la famine à travers les systèmes de production alimentaire basés sur les méthodes d'agro-sylviculture de la fertilité du sol et la régénération de la terre.

D'autres, comprennent l'abolition des standards des pauvres plus ruraux au moyen de systèmes basés sur la culture arboricole générant des revenus et l'affermissement des biens.

Environ 150 000 fermiers au Malawi, Mozambique, Tanzanie, Zambie, et Zimbabwe utiliseraient désormais de l'engrais arboricole et la province occidentale de la Zambie a recensé 30 000 fermiers de cette catégorie. (*The Times of Zambia*) □

## L'Afrique en 2025: Quelques scénarios

Revue par Chipo Muvezwa

Imaginez une Afrique riche, qui jouirait de bonnes relations, serait économiquement habilitée, politiquement stable avec les guerres rangées au tiroir de l'histoire, profitant de démocraties répandues et efficaces par une direction traditionnelle engagée et autoritaire. Ceci est l'un des quatre scénarios fixés dans une étude produite par le Programme de Développement des Nations Unies – Projet des Futures Africains " Afrique 2025.

L'objectif de l'ouvrage, "Afrique 2025": Quels avenir possibles pour l'Afrique du Sub-Sahara? ", édité par Alioune Sall de l'Université d'Afrique du Sud, était d'explorer les scénarios possibles pour la région. Plus de mille africains, dans 46 pays, femmes et hommes, anglophones et francophones, originaires de milieux très différents, participaient à cette exploration. Ils ont tout d'abord déterminé le status quo en Afrique à l'aube du 21<sup>ème</sup> siècle, puis ont composé quatre scénarios pour les 25 prochaines années.

Ces scénarios ont été baptisés de noms métaphoriques: " Les lions sont pris au piège", " les lions sont affamés", "les lions sortent de leur tanière", et " les lions marquent leur territoire". Dans chaque cas, les conditions qui doivent être mises en place pour que ces scénarios deviennent réalité sont prises en considération.

Les quatre scénarios englobent un vaste éventail d'avenir potentiels et ils varient de façon remarquable. Le premier scénario " les lions sont pris au piège", représente la région en train de lutter pour se sortir de la situation dans laquelle elle se trouve actuellement. L'ancien schéma de soigner ses relations domine, mais sans développement à la productivité envisagé.

Le second scénario " les lions sont affamés", est la représentation sans espoir décrite par des journalistes américains tels que Robert Kaplan, de " terres sans loi rongées par la violence, tenaillées par la faim et la pauvreté, à la merci des caprices des seigneurs de la guerre affamés de pouvoir et de nouvelles richesses à piller".

Le troisième, "les lions sortent de leur tanière", est un genre dont nombre de pays asiatiques ont fait l'expérience, à commencer par le Japon. De nouvelles générations d'entrepreneurs et politiciens créeront de nouvelles relations entre le pouvoir économique et politique et s'engageront à une intégration économique au niveau du continent.

Pendant ce temps, les institutions religieuses prônant la responsabilité individuelle, le travail, l'effort et l'épargne renforceraient ce climat.

Le meilleur résultat selon l'étude, est celui dans lequel "les lions marquent leur territoire". Ce quatrième scénario est introduit par une citation du martiniquais Aimé Césaire, poète surréaliste et leader intellectuel du mouvement anti-colonialiste: "Nous ne souhaitons pas raviver une société morte... Nous devons créer une nouvelle société ...riche de toute la capacité productive d'aujourd'hui, chaude de toute la fraternité d'antan." Cherchant une direction - politique, religieuse et traditionnelle – avec une vision sociale enracinée dans la propagation de l'information, la formation, la règle de la loi et le pluralisme.

Ce scénario imagine le continent jouissant d'un future riche, avec des économies plus productives et des démocraties efficaces largement répandues.

Dans l'avant propos du livre, président Thabo Mbeki décrit la publication comme une tentative hardie pour essayer de comprendre l'avenir du continent. "tout comme d'autres projets similaires, il faut " penser l'impensable", cependant, en même temps qu'à des scénarios actuels plausibles qui peuvent être de quelque valeur aux décideurs, " dit-il. Parmi ses hypothèses fondamentales, un certain nombre d'individus recherchent des existences alliant un mélange de raisonnement scientifique à des valeurs africaines uniques.

Une partie de ce que les érudits considèrent probablement comme essentiel pour la prochaine génération est évidemment: l'urbanisation; le rôle du gouvernement; la paix et la sécurité; la direction; et la nouvelle technologie de l'information et de la communication. Etonnamment, la religion est également considérée comme particulièrement importante.

Encore plus surprenant, étant donné leur domination sur les politiques économiques pendant ces trois décennies, le Fond Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale et l'aide étrangère sont considérés comme moins décisifs. □

*Afrique 2025: Quels avenir pour l'Afrique du Sous-Sahara? "*

Publié par l'Université de l'Afrique du Sud, Prétoria et PNUD, 2003

### Publications et acquisitions récentes

African Savannas: Global narratives and local knowledge of environmental change. (*Savanne africaine: narrations globales et connaissance locale du changement environnemental*) Basset, Thomas. J and Crummey, Donald (eds). - 2003  
Disponible chez: James Currey Ltd, 73 Botley Road Oxford OX2 OBS.  
E-mail: orders@marston.co.uk  
Website: www.jamescurrey.co.uk

Food Security in Sub-Saharan Africa to 2020: Socio-economics and policy research --Working Paper 49. (*Sécurité alimentaire en Afrique du Sahara inférieur à 2020: Recherche socio-économique et politique – Document de travail 49*). Ehui, S, [et. al.]. - 2002  
Disponible chez: International Livestock Research Institute.  
P.O Box 30709, Nairobi, Kenya  
Email: ILRI-Kenya@cgiar.org  
Website: www.ilri.cgiar.org

From War to Peace on the Mozambique-Malawi borderland. (*De la guerre à la paix sur la frontière Mozambique- Malawi*) Englund, Harri - 2002  
Disponible chez: Edinburgh University Press for the International African Institute, London 22 George Square, Edinburgh  
E-mail: marketing@eup.ed.ac.uk  
Website: www.eup.ed.ac.uk

Political and Economic Liberalisation in Zambia 1991 – 2001. (*Libéralisation politique et économique en Zambie 1991 – 2001*) Rakner, Lise – 2003.  
Disponible chez: The Nordic Africa Institute P.O Box 1703 SE-751 47 Uppsala, Sweden  
E-mail: nai@nai.uu.se  
Website: www.nai.uu.se

Social History and African Environments. (*Histoire sociale et environnements africains*) Beinart, William and McGregor, Joahn (eds) – 2003.  
Disponible chez: New Africa Books, 99 Garfield Rd, Claremont 7700, Cape Town.  
E-mail: info@newafricabooks.co.za  
Website: www.newafricabooks.co.za

Aids and Governance in Southern Africa: Emerging theories and perspectives. (*Assistance et gouvernance en Afrique Australe: Théories et perspectives émergentes*) Compiled by Chirambo, Kondwani and Caesar Mary – 2003  
Disponible chez: Institute for Democracy in South Africa (IDASA)  
E-mail: kondwani@idasa.org.za  
mary@idasa.org.za  
Website: www.idasa.org.za

## Calendrier de la SADC

2004		Evènement	Lieu
Avril	12-16	Ateliers de la SADC sur les règlements et les procédures de transit	Zambie
	14	Elections Présidentielles	Afrique du Sud
	17	Réunion de la SADC du Comité technique du cheptel	Malawi
	19-23	Réunion de la SADC sur le renforcement de capacité des machineries à travers l'usage efficace des Technologies de Communication de l'Information (ICTs)	Namibie
	19-24	Séminaires de la SADC sur la standardisation, l'assurance de qualité, l'accréditation et la météorologie (SQAM)	Ile Maurice
	20-22	Conférence régionale de la SADC contre la corruption	Afrique du Sud
	20-22	Séminaire de la SADC sur la gestion stratégique du VIH et SIDA sur le lieu de travail	Botswana
	24 Avril- 2 Mai	Conseil suprême des sports dans la zone Afrique VI/ Jeux de la SADC	Mozambique
	26-29	Séminaire sous-régional de la SADC de bilan de Beijing +10 et consolidation de rapports pour soumission au niveau régional Afrique	Zambie
	28-29	Atelier sur les relations entre UA et les communautés économiques	Afrique du Sud
	28-30	Table ronde de la SADC sur les mécanismes de résolution de conflits	Afrique du Sud
	29-30	Deuxième atelier SADC/UE des praticiens des médias sur le Plan Régional Indicateur pour le Développement Stratégique (PRIDS)	Zambie
	Mai	3	Atelier SADC sur la législation minière et la politique d'harmonisation
3-5		Réunion du Conseil des Ministres de l'ACP	Botswana
3-6		SADC Indaba 2004	Afrique du Sud
3-7		Réseau épidémiologique de la SADC sur l'usage de drogues - mission de formation en Angola	Angola
7		Réunion du Conseil de sMinistres ACP/ UE	Botswana
10-14		Premier atelier sous-régional de la SADC sur l'initiative de synergie de pratique commune dans le cadre du programme de travail sur la diversité biologique	Botswana
15		Sommet spécial de la SADC sur l'agriculture et la sécurité alimentaire	Tanzanie
15-18		Réunion ministérielle supérieure sur NEPAD	Tanzanie
18		Elections présidentielles et parlementaires du Malawi	Malawi
18-20	Onzième réunion du Comité de la SADC pour le contrôle de stupéfiants	Afrique du Sud	
20	Quatrième réunion du comité d'organisation pour le prgramme régional sur l'éducation environnementale	Botswana	
Juin	2-4	Forum mondial économique – Sommet économique Africain	Mozambique
	7-11	Atelier de la SADC sur la rédaction de modules de formation sur la gestion du risque	Zimbabwe
	14	Comité d'organisation SADC – UE	Belgique
	14-16	Atelier de la SADC sur la facilitation du commerce et lois pour la gestion de modèles de douanes	Botswana
	14-18	Comité intégré de ministres	Botswana
	21-24	Comité régional d'adjudication sur les Prix SADC des Médias	Botswana
	23-24	Sommet ACP	Mozambique

### Liste de contrôle des Devises

Pays	Devises	(US\$1)
Angola	Kwanza (100 lwei)	79.84
Botswana	Pula (100 thebe)	4.83
RDC	Franç Congolais	381.00
Lesotho	Maloti (100 lisente)	6.57
Malawi	Kwacha (100 tambala)	105.70
Ile Maurice	Roupie (100 cents)	25.4
Mozambique	Metical (100 centavos)	27,000.00
Namibie	Dollar (100 cents)	6.60
Les Seychelles	Roupie (100 cents)	5.18
Afrique du Sud	Rand (100 cents)	6.59
Swaziland	Lilangeni (100 cents)	6.60
Tanzanie	Shilling (100 cents)	1109.00
Zambie	Kwacha (100 ngwee)	4,750.00
Zimbabwe	Dollar (100 cents)	4214.01

2 Mars 2004

### Jours fériés dans la SADC pour la période Avril 2004 – Mai 2004

4 Avril	Journée Nationale de la Paix et de la Réconciliation	Angola
4 Avril	Journée des Héros	Tanzanie
7 Avril	Journée de la Femme	Mozambique
9 Avril	Vendredi Saint	Tous exceptés la RDC, Mozambique, Ile Maurice
10 Avril	Jour férié	Botswana, Malawi, les Seychelles, Zambie
12 Avril	Lundi de Pâques	Tous exceptés la RDC, Ile Maurice, les Seychelles, Mozambique
18 Avril	Journée de l'Indépendance	Zimbabwe
19 Avril	Jour férié	Zimbabwe
19 Avril	Anniversaire du Monarque	Swaziland
25 Avril	Journée Nationale	Swaziland
26 Avril	Journée de l'Union	Tanzanie
27 Avril	Journée de la Libération	Afrique du Sud
30 Avril	Journée de l'Education et de la Jeunesse	RCD
1er Mai	Journée des Travailleurs	Toute la SADC
2 Mai	Journée Maulid	Tanzanie
3 Mai	Jour férié	Malawi
4 Mai	Journée Cassinga	Namibie
17 Mai	Journée de la Libération	RDC
20 Mai	Journée de l'Ascension	Botswana, Lesotho, Namibie, Swaziland
25 Mai	Journée de l'Afrique	Angola, Lesotho, Namibie, Zambie, Zimbabwe
25 Mai	Journée des Héros	Lesotho
26 Mai	Jour férié	Zambie